

que, si certains membres du parti libéral persistent dans leurs intentions avouées, le Gouvernement ne puisse faire adopter ses crédits qu'avec l'aide des conservateurs, que l'on regarde d'habitude comme des membres du parti impérialiste.

Quelques VOIX: Non.

M. WOODSWORTH: J'ai suivi le débat, et nous verrons comment cela finira. Il est étrange qu'à cet égard les conservateurs se rapprochent de si près d'une partie au moins du ministère. L'habileté du premier ministre à faire des compromis lui sera peut-être funeste. Au lieu de plaire à chacun, il ne réussira peut-être qu'à mécontenter tout le monde.

C'est évidemment un mouvement tendant à nous faire assumer notre part de la défense de l'Empire. J'aime à croire que, dans son état actuel, les autorités de Westminster en seront satisfaites. Mais, en même temps, le fait qu'on ait invoqué la défense des côtes canadiennes peut satisfaire une partie de la population du Canada qui se rend à peine compte de ce que signifient ces crédits.

Il y a deux semaines à peine, le Gouvernement rejetait ma motion concernant la neutralité. Le premier ministre déclarait alors: Nous ne pouvons nous engager au préalable. Cependant nous le voyons aujourd'hui préconiser une politique purement défensive, des armements qui suffisent simplement à protéger notre neutralité. J'ai demandé que nous restions neutres, quels que soient les belligérants, et le premier ministre, il y a à peine deux semaines, a dit que cette demande ne serait jamais acceptée. Aujourd'hui, il est d'avis que ces crédits ne seront affectés qu'à la défense nationale et que nous ne devons rien faire de plus que de protéger notre neutralité. J'espère que cela constituera un des heureux résultats du débat.

Mais nous restons toujours dans l'incertitude. Advenant une guerre en Europe, le premier ministre dira-t-il qu'il ne se porterait pas au secours de la mère patrie? Je ne le crois pas. Si, donc, il est en faveur de la solidarité de l'Empire, la politique canadienne ne doit pas être simplement une politique défensive.

Le premier ministre ne croit plus que la Société des Nations puisse mettre un frein aux armements. Puis-je demander pourquoi la Société a échoué? Pourquoi vivons-nous aujourd'hui dans une crise mondiale? L'Angleterre n'est pas disposée à appuyer la politique du gouvernement au pouvoir, et je voudrais ici lire une critique bien sévère du gouvernement Baldwin, publiée récemment dans le *London News Chronicle* qui, je crois, est l'organe de l'opinion libérale à Londres:

[M. Woodsworth.]

Sous le régime d'une sécurité collective dont la Grande-Bretagne était la plus puissante adhérente politique, les forces réunies des membres de la Société des Nations qui favorisaient la paix auraient pu relever tout défi de la part d'un agresseur.

Quand ce défi fut lancé, le gouvernement britannique se retira dans un geste de lâcheté dramatique qui amena sur la Grande-Bretagne le mépris des autres nations et qui la laissa sans amis, dépouillée de son prestige moral et politique et affaiblie dans sa sécurité militaire.

Voilà pourquoi nous devons nous réarmer maintenant, et nous ne saurions jamais trop le répéter.

Une grande partie des libéraux de la Grande-Bretagne est de cet avis. Au Canada, les libéraux ne font qu'emboîter le pas derrière M. Baldwin et ils sont prêts à s'armer tout comme le gouvernement britannique est à le faire.

Quant à la situation en Grande-Bretagne, me permettra-t-on de lire une phrase ou deux du numéro de janvier du *Current History*:

Réélu en 1935 en vertu d'un mandat pacifiste et éminemment favorable à la Société des Nations, le cabinet était essentiellement intéressé au réarmement et au maintien des intérêts impérialistes de la Grande-Bretagne. Dans l'une des déclarations les plus sensationnelles jamais faites par un homme d'Etat démocratique, M. Baldwin a ainsi décrit le dilemme qui existait en novembre:

"Supposons que j'eusse lancé un appel au peuple en déclarant que l'Allemagne était en voie de se réarmer et que nous devions le faire également, peut-on croire que cette démocratie pacifiste se serait alors ralliée à cet appel? Je ne vois rien à mon avis qui eût été plus de nature à assurer une défaite aux élections."

Quel étonnant aveu! M. Baldwin garda le silence afin de se faire élire. Après quoi, il s'appliqua à réaliser un programme d'action que les électeurs n'avaient pas approuvé. Je n'accuse pas notre premier ministre de tels agissements, mais l'honorable représentante de Grey-Bruce (Mlle Macphail) a bien raison d'affirmer que, si la dernière campagne électorale avait tourné autour de cette question, les libéraux n'auraient pas été portés au pouvoir. Ayant été élus, ils profitent de leur majorité si considérable pour imposer une mesure de cette sorte.

Le Canada se préoccupe aujourd'hui de sa défense, grâce à la propagande faite par le ministre de la Défense nationale (M. Mackenzie). Demain, il songera à la guerre. Qu'il me soit permis de lire une dépêche de la *Presse canadienne*, expédiée de Montréal à nos journaux, le 18 février:

Le colonel L.-R. Laflèche, sous-ministre de la Défense nationale, a écrit à l'université McGill pour lui demander d'enseigner aux étudiants en médecine la façon de traiter les personnes souffrant des effets de gaz toxiques, a révélé hier soir le docteur A. Grant Fleming, doyen de la faculté de médecine.